

La Belgique parmi les 10 pays les plus égalitaires... La victoire avant l'échec?

ISABELLA LENARDUZZI

Fondatrice et directrice de JUMP «Promoting Gender Equality, Advancing the Economy» *

La semaine dernière le World Economic Forum (le fameux Davos) a publié son classement annuel de l'égalité entre les femmes et les hommes pour 142 pays. Cet index est basé sur quatre grandes variables: la santé, l'éducation, la place des femmes dans l'économie et dans le monde politique.

Je considère que c'est un des classements le plus fiable et je trouve très important de pouvoir se comparer aux autres pour pouvoir vérifier le résultat de nos efforts ou au contraire remettre la pression si les résultats sont mauvais.

Dans l'Union Européenne, toute discrimination de genre dans les lois est interdite depuis 1976. Le «Global Gender Index» mesure l'égalité en pratique, ce qui est une tout autre histoire. L'Europe occupe 12 places sur les 20 premières. Les pays nordiques sont toujours au sommet du classement (5 pays dans les 5 premiers au monde). Le Canada et les Etats-Unis occupent respectivement la 19^{ème} et 20^{ème} place. Il faut malgré tout souligner qu'aucun pays n'a atteint l'égalité parfaite.

En neuf ans d'analyse, le WEF observe une légère avancée vers l'égalité au niveau global mais l'évolution de certains pays ralentit la progression. Il faut toujours le répéter... personne n'est jamais à l'abri d'un retour en arrière et la vigilance doit toujours être de mise.

À cause de sa politique d'austérité qui n'a pas du tout pris en compte les différences de vie entre les femmes et les hommes, la Grande Bretagne (26) recule de 8 places car les revenus des femmes reculent. La France (16) et l'Italie (69) avancent dans le classement grâce à leur gouvernement paritaire. La dimension politique est d'ailleurs ce qui fait avancer globalement l'index vers l'égalité.

Comme toujours, les pays européens les plus pénalisés le sont principalement pour la place qu'occupent leurs citoyennes dans le marché du travail. C'est surtout le cas pour tous ces pays où il est mal vu de travailler alors que l'on a des enfants en bas âge (pour les femmes bien sûr). Je parle de l'Allemagne, des Pays-Bas, des pays de la Méditerranée...

Culture de l'hyper maternité

Le résultat est multiple: arrêt de carrière, retour au foyer ou temps partiel dès le premier enfant, mais aussi un seul enfant ou maximum deux par femme car l'âge du

premier enfant est tardif. Cette culture de «l'hyper maternité» pénalise donc le taux de participation des femmes dans l'économie, donc la croissance macroéconomique et la performance des entreprises qui ne peuvent plus compter sur tous leurs talents mais elle pénalise également le taux de natalité du pays!

Notre pays a toujours été relativement bien placé dans le classement du WEF car nous permettons aux femmes de continuer à travailler plein temps tout en ayant des enfants et avons été un des premiers pays à avoir un quota de genre sur les listes électorales (merci Miet Smet). Nous faisons d'ailleurs beaucoup mieux que la moyenne européenne dans ce domaine.

Mais cette analyse a été faite avant la constitution des nouveaux gouvernements. Si le nombre de femmes dans les parlements du pays est proche de 40% et le gouvernement bruxellois est paritaire, le nouveau gouvernement fédéral et le wallon vont certainement provoquer le recul de l'indice!

Il n'y a pas de quoi se réjouir non plus en matière économique. Depuis plus de deux ans, nous avons une loi de quota de genre pour les Conseils d'Administration (CA) des entreprises devant atteindre 33% en 2018 pour les sociétés en Bourse. Nous sommes passés de 12% à un petit 17% en deux ans! Pendant ce temps-là la France est passée de 12% à 30% avec le même type de quota à atteindre (40% en 2016).

Mais là où le bât blesse davantage c'est le nombre de femmes dans les comités de direction: 15% pour la France malgré 30% de femmes dans les CA et 12% pour la Belgique. Ces chiffres n'évoluent quasiment pas.

Côté écart salarial, si nous faisons relativement bonne figure en Europe avec une moyenne de 10% d'écart, c'est probablement grâce au poids du secteur public. L'enquête de Jobat sur les salaires de 2013 démontrait qu'à niveau de diplôme équivalent et même nombre d'heures travaillées, les femmes gagnent 600 euros bruts de moins par mois. Mais ce n'est pas tout...

Cette enquête confirme les résultats d'une analyse de genre sur les avantages hors salaires faite par l'Institut de l'Égalité entre les Femmes et

les Hommes il y a trois ans. Dans la même entreprise les femmes ont la moitié de la valeur en «stock options» que les hommes et se font rembourser des notes de frais très inférieures. D'après l'IPSOS pour Jobat,

au niveau global, à même diplôme, elles bénéficient moins de chèque repas, d'assurance groupe et hospitalisation, de PC portable, de GSM, de voiture, de connexion internet... Le seul complément de rémunération dont elles bénéficient davantage est le remboursement de leur abonnement de transport public!

Last but not least pour démontrer que nous risquons de sérieusement reculer dans l'index du WEF l'année prochaine, analysons l'impact différent sur les femmes des décisions en matière de pension: 60% des femmes contre 10% des hommes devront travailler jusqu'à 67 ans pour avoir une «carrière complète». Cela fait pourtant six ans que je me bats pour avoir les moyens d'informer les femmes sur les conséquences de leur choix de carrière sur leur pension. Il paraît qu'il n'y a pas d'argent...

L'égalité totale en... 2095!

À ce rythme (tout autre chose restant égal par ailleurs), le WEF projette qu'il faudra attendre 2095 pour avoir l'égalité entre les femmes et les hommes! Cela indique parfaitement le chemin à parcourir mais cela suppose aussi

que les pays continuent à progresser à la même vitesse.

Mais la réalité est toute autre. Si l'on prend l'exemple du nombre de femmes dans les parlements nationaux qui devrait refléter la composition de la population, les pays très engagés arrivent à 40% mais ne dépassent jamais ce chiffre (en dehors du Rwanda) comme si on acceptait de tendre vers l'égalité mais jamais de l'atteindre et encore moins de renverser la majorité faite d'hommes depuis des millénaires alors que les femmes sont plus nombreuses et globalement plus qualifiées que les hommes (60% des diplômés universitaires).

C'est interpellant et cela remet en cause la projection de 81 années qui nous sépare d'une égalité qui est pourtant la base de nos sociétés démocratiques.

www.jump.eu.com

Dans la même entreprise, les femmes ont la moitié de la valeur en «stock options» que les hommes et se font rembourser des notes de frais très inférieures.